



Un partenariat public-privé entre
Le République Togolaise et ARISE IP

UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL INTÉGRÉ
DE 400 HECTARES, AVEC UN GUICHET UNIQUE



+228 22 53 01 701 | pia@ariseret.com | www.pia-togo.com

LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 435 du jeudi 04 Juin 2026 / Prix : 250 F CFA

P. 6

Loïc Lawson élu Président de l'UPF Internationale



38ÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU GROUPE ECOBANK P. 3

Retour des dividendes

- Plus de 22 milliards FCFA à verser aux actionnaires



NATIONAL

P. 3

Qui est Ilagou Ayeva, nouveau DG de la CEET ?



1ER JUIN

P. 6

PIA met en terre 1000 plants



CANALBOX

NOUVEAU !

INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ

SOUSCRIVEZ EN LIGNE

SCANNEZ ICI OU RENDEZ-VOUS SUR

Q | CANALBOX-SOUSCRPTION.CPAY.TG



88 66
Coté de Toppeil | 2017 CFA

Le GOÛT qui TRAVERSE Les GÉNÉRATIONS

BB

Lager

18
M... *Prix de vente détail conseillé • *Abus dangereux pour la santé. A boire avec modération.

600*
FCFA
BOUTEILLE
65 CL



LÉGÈRE & LÉGENDAIRE

38ÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU GROUPE ECOBANK

Retour des dividendes

A l'occasion de la 38ème Assemblée Générale Ordinaire 2026 tenue à son siège à Lomé, les actionnaires d'Ecobank Transnational Incorporated (ETI), société mère du Groupe Ecobank, ont approuvé l'ensemble des résolutions à l'ordre du jour, notamment l'approbation d'un dividende final au titre de l'exercice 2025, marquant ainsi la première distribution aux actionnaires du Groupe depuis 2022.

Nicolas EDORH



avant provisions et avant impôt a augmenté de 29 % pour s'établir à 1,265 milliard USD, reflétant une forte dynamique de croissance des revenus dans l'ensemble des pôles d'activités et des régions du Groupe.

Avec un ratio de fonds propres de 16,7%, soit environ 420 points de base au-dessus du seuil réglementaire, le Groupe a maintenu une marge de capital suffisante pour reprendre le versement de dividendes. Cette solidité financière a été complétée par un coefficient d'exploitation record de 48,3%, témoignant d'une amélioration de l'efficacité opérationnelle et d'un engagement constant en faveur de la discipline de gestion.

« Notre solide performance financière en 2025 a marqué le retour au versement de dividendes à nos actionnaires. Ce dividende de 40 millions de dollars US reflète directement la résilience de notre modèle

panafricain unique, la maturité de notre institution ainsi que les compétences et la discipline de nos équipes. Cet accomplissement illustre parfaitement ma confiance absolue dans la solidité du Groupe, et dans sa capacité à continuer de générer une croissance durable et de la valeur à travers le continent », a déclaré Pape Madiaw Ndiaye, Président du Conseil d'administration du Groupe Ecobank.

En outre, il a précisé que les performances du Groupe démontrent les avantages d'un modèle économique diversifié opérant sur plusieurs marchés et secteurs africains, permettant à Ecobank de saisir les opportunités de croissance tout en préservant sa résilience face aux différents cycles économiques.

« Nos actionnaires ont une nouvelle fois réaffirmé avec force leur confiance dans notre stratégie de Croissance, Transformation

et Rendements (GTR). Grâce à notre approche volontaire et structurée de la croissance, nous créons de la valeur pour nos actionnaires tout en transformant les paiements et le commerce dans nos 34 marchés. Progressivement, notre modèle panafricain construit l'infrastructure qui permettra de façonner l'avenir de l'architecture financière du continent », a affirmé, pour sa part, Jeremy Awori, Directeur Général du Groupe Ecobank.

En approuvant l'ensemble des résolutions – portant sur les états financiers audités, le dividende, ainsi que la réélection des administrateurs et la nomination de Mme Cathia Lawson Hall en tant que nouvel administrateur – les actionnaires ont validé à la fois les performances du Groupe en 2025 et l'orientation stratégique définie par le Conseil d'administration et la direction générale.

Au cours de cette assemblée, les responsables du Groupe ont particulièrement salué les performances des filiales de Guinée et du Zimbabwe, respectivement classées deuxième et cinquième parmi les 34 pays où Ecobank est implanté. Cette reconnaissance témoigne de la dynamique observée à travers l'ensemble du réseau africain du Groupe.



Après des bénéfices sans versement de dividendes aux actionnaires ces deux dernières années, Ecobank Transnational Incorporated (ETI) n'a pas voulu remettre le couvert en 2026. En effet, le versement d'un dividende de 0,16 centime de dollar américain par action a été validé par les actionnaires.

Selon le Groupe, cette décision s'inscrit dans la dynamique de mise en œuvre réussie de la stratégie Croissance, Transformation et Rendement (GTR). Cette stratégie s'est concentrée sur le renforcement des fondamentaux du Groupe, l'amélioration de sa capitalisation et de la qualité de ses actifs, ainsi que sur la priorité accordée à la résilience à long terme et à

la création de valeur pour les actionnaires.

Placée sous le thème « Relier l'Afrique aujourd'hui, bâtir demain », cette assemblée a consacré les résultats d'une stratégie de transformation qui porte désormais ses fruits.

Un bénéfice en hausse de 21%

Dans le communiqué de presse ayant sanctionné les travaux, il est indiqué que pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, le Groupe Ecobank a enregistré un bénéfice avant impôt (PBT) record de 801 millions USD, en hausse de 21% par rapport à l'année précédente, tandis que les revenus nets ont progressé de 17% pour atteindre 2,45 milliards USD. Le résultat d'exploitation

AFRIQUE DE L'OUEST

Qui est Ilagou Ayeva, nouveau DG de la CEET ?

Depuis le 02 juin 2026, la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET) a un nouveau patron. En effet, Ilagou Ayeva a été nommé en remplacement de Débo-K'mba Barandao. La cérémonie de passation de services s'est déroulée dans l'après-midi de ce mercredi 03 juin 2026.



constituent pas la priorité, mais plutôt le redressement d'une structure publique qui semble avoir touché le fond. Expert en télécommunication, consultant dans le cadre du processus de fusion ou de transformation de Togo Telecom et Togocel au service du cabinet PricewaterhouseCoopers (PwC) pour le compte du

ministère de l'Économie Numérique, Ilagou Ayeva, ancien pensionnaire de l'École Supérieure des Télécoms de Paris entre 2002 et 2004.

Le peu que l'on sait du parcours de nouveau DG de la CEET dans le monde des télécommunications, pour avoir travaillé surtout sur le processus de transformation d'une entité publique, pose des interrogations au sujet de sa mission à la tête de la compagnie électrique du pays : une privatisation en perspective ou une volonté de redresser la boîte ? Nul doute qu'il aura à travailler avec une équipe qui a actuellement du mal à se retrouver dans les gros soucis de l'heure.

Depuis plusieurs mois, la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET) fait face à une accumulation de difficultés. Les coupures de courant répétées, observées aussi bien dans la capitale qu'à l'intérieur du pays, sont liées à des pannes techniques, à la vétusté des installations et à une demande très forte. L'entreprise publique est également fragilisée par des pertes financières importantes, dues en partie aux fraudes, aux branchements illégaux et aux insuffisances du réseau de distribution. Ces difficultés pèsent sur sa capacité d'investissement et de modernisation.



Un profil atypique à la tête d'une institution en profonde crise. D'abord une crise de la distribution marquée par des coupures

de courant récurrentes qui pénalisent l'activité économique et exaspèrent les ménages. Ensuite, un gouffre financier causé par des pertes chroniques qui pèsent lourdement sur les finances publiques de l'État actionnaire. Enfin, un déficit d'investissement face à l'explosion de la demande.

Dans les couloirs de la CEET, les commentaires sur le parcours du nouveau Directeur Général ne

BANQUE

Ecobank sacrée « Banque africaine de l'année » 2026

À la veille de ses Assemblées générales à Lomé, le groupe Ecobank s'est offert une consécration continentale de premier plan. Désignée « Banque africaine de l'année » lors des prestigieux African Banker Awards à Brazzaville, l'institution d'origine togolaise récolte les fruits de quatre décennies d'expansion. Un signal fort qui valide sa stratégie d'intégration régionale.

L'annonce a été faite le 28 mai, en marge des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) : Ecobank décroche le titre le plus convoité du secteur financier africain. Une récompense qui intervient dans un climat où la résilience des économies du continent se confirme.

Avec une croissance projetée à 4,2 % en 2026 selon la BAD, les banques panafricaines jouent plus que jamais un rôle de catalyseur pour les entreprises et le commerce régional, en dépit des tensions géopolitiques mondiales.

Pour Jeremy Awori, Directeur général du groupe, cette distinction valide une vision de long terme. « C'est une reconnaissance de la pertinence d'un modèle bancaire panafricain construit pour accompagner les ambitions

économiques de l'Afrique. Elle nous oblige aussi à aller plus loin, en continuant à connecter les marchés, à soutenir nos clients et à contribuer à une croissance plus inclusive. »

Des fondamentaux financiers au beau fixe

Née à Lomé il y a plus de quarante ans, Ecobank a fait le pari audacieux de briser les frontières financières. Aujourd'hui présente dans 35 pays d'Afrique subsaharienne, avec des ramifications en Europe, au Moyen-Orient et en Asie, la banque a su transformer cette empreinte géographique en un véritable moteur de croissance.

Les chiffres de l'exercice 2025 témoignent de cette solidité : les actifs totaux du groupe ont atteint 34,5 milliards de dollars, tandis que le bénéfice avant impôts



a franchi un cap historique à 801 millions de dollars. Une performance qui prouve la capacité de l'institution à générer de la rentabilité dans des environnements macroéconomiques complexes, tout en s'imposant comme l'épine dorsale de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Le panafricanisme, de la singularité à l'avantage stratégique

À l'heure où le secteur bancaire doit jongler avec une pression réglementaire accrue, la montée en puissance des fintechs et des besoins massifs de financement, la taille et le réseau d'Ecobank constituent une barrière à l'entrée redoutable.

Cette distinction aux African Banker Awards démontre que l'envergure régionale est devenue indispensable pour structurer les chaînes de valeur locales. À l'ouverture

de ses Assemblées générales dans la capitale togolaise, cette dynamique place l'institution en position de force. Longtemps perçu comme une simple singularité, le modèle panafricain d'Ecobank s'affirme aujourd'hui comme l'un des leviers les plus puissants pour bâtir la souveraineté économique du continent.

METROPOLIS SPORTS CENTER

Un nouveau complexe sportif ouvre ses portes à Lomé

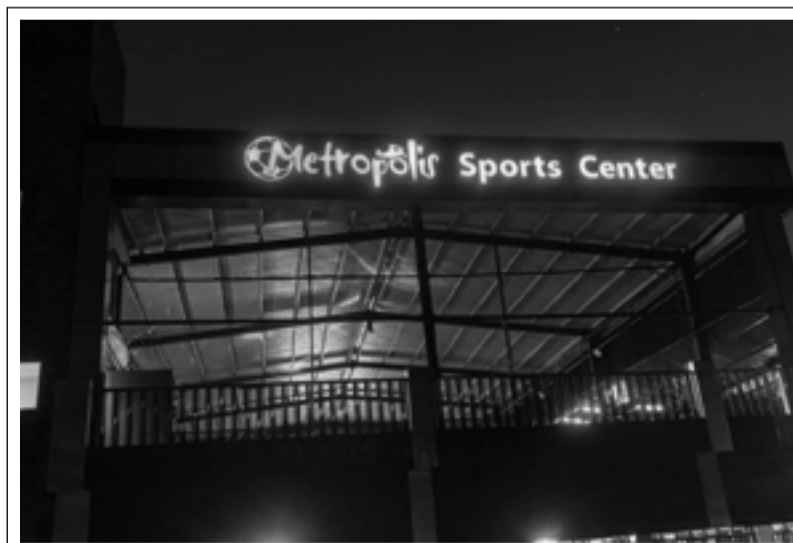
Un nouveau complexe vient d'ouvrir ses portes à Lomé. Metropolis Sports Center est un espace polyvalent où sport, détente et événements se conjuguent sous un même toit. Le centre dispose d'une académie destinée aux jeunes dès 10 ans, deux bars, un restaurant, une salle de gym, une piscine, un sauna, un jacuzzi et une salle de massage.

Le complexe dispose également d'un terrain synthétique transformable. « Notre pelouse, le terrain synthétique sert déjà de place de loisirs, place de fête, disons. Sur ce terrain, on peut faire des événements de mariage, les anniversaires, tout ce qui va avec, parce que notre terrain déjà on le couvre avec un tapis », explique le manager Horace Anani.

« On prévoit déjà faire de ce

terrain une salle de conférence aussi après. C'est-à-dire, on peut fermer tout le terrain tout autour, fermer tout et puis faire des réunions, des conférences à l'intérieur », a-t-il ajouté.

« Des reposoirs, comme une chambre d'hôtel, tout ce qu'il faut pour se reposer, se détendre, sont installés au troisième étage », a-t-il précisé. Un rooftop permet de se restaurer en plein air, tandis qu'un écran géant diffuse



matches et animations.

« Que ça soit le football, la fête, tout est transmis directement sur le grand écran. On peut faire les enregistrements pour

les gens, tout ce qui va avec », précise Horace Anani.

Cette semaine, deux événements ont marqué le lancement. Il s'agit

notamment d'un gala de football qui a réuni le jeudi 28 mai des anciens joueurs, des jeunes influenceurs, des internationaux, autour d'un gala de football petits poteaux. Le samedi, une grande fête a réuni des cadres, acteurs du football et de la culture, et de prestigieux invités pour marquer le lancement officiel du complexe.

Avec une offre complète, Metropolis Sports Center, situé au quartier Agoè-Assigonmé, ambitionne de devenir un carrefour incontournable du loisir et du bien-être à Lomé.

FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT

Nouvel accord de financement entre le FMI et le Togo

Les services du FMI et les autorités togolaises sont parvenus à un accord au niveau des services sur les politiques économiques et les réformes en vue d'achever les troisième et quatrième revues conjointes du programme de réformes économiques des autorités appuyé par l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC). Cet accord est subordonné à l'approbation du conseil d'administration du FMI. Après cette approbation, le Togo aurait accès à 80,74 millions de DTS (environ 110,8 millions de dollars).

Les résultats obtenus dans le cadre du programme ont été globalement satisfaisants. Tous les critères de réalisation quantitatifs pour les troisième et quatrième revues conjointes ont été remplis, à l'exception d'un critère de chaque revue.

Une équipe des services du Fonds monétaire international (FMI) dirigée par Tidiane Kinda s'est entretenue avec les autorités togolaises, à Washington fin avril puis à Lomé du 11 au 19 mai 2026, sur les politiques visant à conclure les troisième et quatrième revues conjointes de l'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) avec le Togo. Les entretiens ont principalement porté sur l'évolution récente de la situation économique, les résultats obtenus dans le cadre du programme et les priorités futures.

Au terme des entretiens, Tidiane Kinda a fait la déclaration suivante : « L'équipe du FMI a conclu un accord au niveau des services avec les autorités sur les 3ème et 4ème revues conjointes du programme de réformes économiques du Togo, appuyé par l'accord au titre de la FEC.

Cet accord est subordonné à l'approbation du conseil d'administration du FMI et au respect de toutes les politiques applicables du FMI. Après l'achèvement des revues, le Togo aurait accès à 80,74 millions de DTS (environ 110,8 millions de dollars), ce qui porterait le total des décaissements au titre de l'accord à 220,2 millions de DTS (environ 302,2 millions de dollars). »

Selon le FMI, l'économie togolaise a continué de faire preuve de résilience malgré une conjoncture mondiale et nationale difficile. En 2025, le PIB réel a augmenté d'environ 6 %, soutenu par une forte activité dans le secteur des services, tandis que l'inflation s'est modérée. Les perspectives économiques pour 2026 indiquent un ralentissement temporaire de l'activité et une hausse de l'inflation, dus en grande partie aux répercussions de l'intensification des tensions géopolitiques mondiales, en particulier le conflit au Moyen-Orient.

Les perspectives de croissance à moyen terme sont subordonnées à de nouveaux progrès dans les réformes



structurelles. Les perspectives demeurent soumises à des défis sécuritaires persistants dans la région, des tensions géopolitiques et des chocs climatiques.

La hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, ainsi que leur volatilité, pourraient accroître l'inflation et les pressions sociales, tandis que des facteurs de vulnérabilité financière et extérieure persistent. Il sera essentiel de maintenir une discipline budgétaire et de gérer prudemment les financements pour préserver la viabilité de la dette.

À moyen terme, l'assainissement des finances publiques, les investissements dans les infrastructures et les réformes structurelles en cours devraient atténuer ces risques. La mise en œuvre du programme appuyé par l'accord au titre de la FEC a été globalement satisfaisante.

La plupart des critères de réalisation quantitatifs dans le cadre des troisième et quatrième revue ont été respectés.

Les progrès enregistrés dans les réformes structurelles ont été satisfaisants. Depuis l'achèvement de la deuxième revue, sept des huit repères structurels ont été atteints, notamment les mesures visant à renforcer la gestion des finances publiques, accroître la transparence budgétaire et mieux superviser les entreprises publiques. Les objectifs en matière de dépenses sociales et en faveur des pauvres ont été atteints, ce qui souligne l'engagement des autorités à protéger les populations vulnérables durant le processus d'ajustement.

Le programme continue de viser à renforcer les finances publiques tout en préservant l'espace budgétaire nécessaire

aux investissements et à la protection sociale. En 2025, les résultats budgétaires ont été solides, le déficit budgétaire ayant chuté à 3,2 % du PIB, soutenu par une maîtrise des dépenses malgré des recettes quelque peu inférieures aux attentes. L'exécution du budget 2026 subit cependant des pressions supplémentaires du choc énergétique lié au conflit au Moyen-Orient.

Dans ce contexte, les services du FMI et les autorités ont examiné les conséquences de ce choc sur les finances publiques et la riposte appropriée des pouvoirs publics, en soulignant la nécessité d'équilibrer soigneusement les efforts afin de contenir les pressions budgétaires tout en protégeant les plus vulnérables grâce à des mesures d'atténuation bien ciblées. Malgré ces défis, les autorités restent déterminées à atteindre leur objectif à moyen terme d'assurer la viabilité de la dette, notamment en ramenant le déficit budgétaire à 3 % du PIB d'ici à 2027, grâce aux efforts de mobilisation des recettes dans le cadre de la prochaine stratégie de mobilisation à moyen terme, tout en préservant les dépenses de protection sociale.

RÉHABILITATION D'UN TRONÇON FRONTALIER BÉNIN-TOGO

La BAD valide un financement de 33,68 milliards FCFA

Le groupe de Banque africaine de développement (BAD), à travers son Fonds africain de développement (FAD) a validé un financement de 59,78 millions de dollars, soit 33,68 milliards FCFA, comme une contribution destinée à la réhabilitation d'un tronçon stratégique de 78,8 kilomètres entre le Bénin et le Togo, sur l'axe Kara - Kabou. Ce projet s'inscrit dans la première phase du programme de modernisation des routes de transit et de facilitation du transport sur le corridor CU18, un axe clé pour les échanges sous-régionaux, souligne le communiqué de la banque panafricaine publié ce 1er juin.

Structurée autour d'un cofinancement mobilisant la BAD, la Banque islamique de développement (BID), l'UEMOA, ainsi que les États togolais et béninois, l'opération accorde une priorité au tronçon togolais, qui capte 50,28 millions de

dollars, contre 9,5 millions de dollars pour le Bénin. Au-delà de la simple réhabilitation routière, le projet prévoit l'aménagement d'une infrastructure moderne, avec une chaussée en 2x1 voies de 3,5 mètres et un élargissement à 3x2 voies dans la traversée



de Kara, l'un des principaux pôles urbains du nord togolais.

Mais l'ambition du projet dépasse largement le cadre technique. Selon Sika Finance, en ciblant des zones enclavées et peu connectées aux grands

circuits économiques, cette initiative vise à réduire les coûts logistiques, fluidifier les échanges commerciaux et renforcer la compétitivité des économies locales. Elle intègre également un important volet socio-économique,

incluant la construction et la réhabilitation d'infrastructures éducatives et communautaires, ainsi que des programmes d'appui aux acteurs du transport, aux femmes commerçantes et à l'employabilité des jeunes.

En toile de fond, ce projet illustre une priorité stratégique pour les institutions régionales : faire des infrastructures de transport un levier d'intégration et de croissance. Un enjeu crucial à l'heure où la ZLECAf appelle à une connectivité accrue pour libérer le potentiel commercial du continent.

MEDIAS

Loïc Lawson élu Président de l'UPF Internationale

Le journaliste togolais Loïc Lawson est élu depuis le 29 mai 2026 à la présidence de l'Union internationale de la Presse francophone (UPF) pour un mandat de trois ans. Créée en 1950, l'UPF rassemble des journalistes, éditeurs, responsables de médias et professionnels de la presse travaillant en français ou dans l'espace francophone, en Europe, en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et dans les Amériques. Il a fait valoir des arguments majeurs dans un programme ambitieux tourné vers la modernisation : « Mon engagement pour notre Union ».

Promoteur du journal Flambeau des Démocrates, fort de plus de vingt années d'expérience et journaliste très connu au Togo, Loïc Lawson a présidé la section locale de l'UPF de mai 2019 à janvier 2026.

Mais depuis le 29 mai 2026, il est élu à la tête de l'UPF internationale et succède ainsi à la Marocaine, Meriem Oudghiri.

« Ce vote m'honore et m'engage. Aujourd'hui, il n'y a ni gagnant, ni perdant. Il n'y a que l'UPF qui grandit davantage. Tous les candidats aiment cette maison. Nous avons besoin de tout le monde. Le travail commence : Protéger chaque journaliste, rassembler et faire rayonner la plus ancienne organisation de presse francophone, qui fêtera bientôt 80 ans. Je serais le président de tous, sans exception. L'UPF des trois prochaines années, nous la bâtissons ensemble ! Merci au Togo. Merci à l'Afrique. Merci à l'Europe. Merci

aux Caraïbes », a déclaré le nouveau président de l'UPF. « La rigueur, la neutralité et l'attachement aux valeurs fondamentales de notre Union, dont vous avez fait preuve, ont été les garants de la transparence et de la réussite de ce scrutin », a-t-il indiqué. « Grâce à votre mobilisation exemplaire, chaque voix a été entendue et, à travers elle, l'expression de toutes nos sections nationales a été honorée. Cette participation active renforce la légitimité de notre institution et consolide le socle sur lequel nous bâtissons ensemble l'avenir de notre organisation », a ajouté Loïc Lawson.

En effet, Loïc Lawson envisage repositionner l'UPF, pour qu'elle redevienne une voix forte pour la liberté de la presse, un espace de solidarité professionnelle internationale, un laboratoire d'innovations et un acteur crédible du dialogue démocratique mondial. Dans



sa vision de la gestion de cette organisation mondiale de presse, le nouveau président entend assurer la transparence des comptes et mettre en place des audits indépendants pour renforcer la conformité et la fiabilité des pratiques de gestion.

Il envisage la mise en œuvre d'une charte éthique de gouvernance destinée à renforcer les valeurs communes de l'organisation.

Avec son équipe, le Togolais prévoit l'organisation des sessions de formation régulières au profit des collaborateurs, afin de promouvoir les meilleures pratiques professionnelles et le développement personnel. Il souhaite aussi instaurer des forums de discussion réguliers entre les membres de l'équipe pour favoriser le dialogue et le partage d'idées

et des préoccupations.

Dans l'optique de renforcer son influence internationale, le nouveau président entend également faire peser l'UPF dans les grands arbitrages contemporains.

Cela passera, préconise-t-il, par une représentation active auprès des grandes institutions internationales et une participation de premier plan aux débats mondiaux sur la régulation numérique, l'IA et son impact sur les médias, la protection des sources, puis la lutte contre la désinformation.

En somme, l'UPF Internationale, de 2026 à 2029 doit, aux yeux de Loïc Lawson, incarner une représentation active auprès des institutions internationales et une participation de premier plan aux débats mondiaux.

Le président élu juge par ailleurs nécessaire de mettre en place un système d'évaluation des performances fondé sur des critères transparents afin de reconnaître et de valoriser les contributions de chacun. Il ambitionne surtout de créer un environnement propice à l'innovation grâce à des mécanismes d'encouragement des initiatives nouvelles et de promouvoir une culture du retour d'expérience constructif au sein de l'organisation.

L'Assemblée générale s'est tenue au Maroc en visioconférence. Au sein du bureau élu, l'Algérie assume la vice-présidence pour le Maghreb, le Sénégal celle de l'Afrique subsaharienne, la Guyane représente la vice-présidence pour les Caraïbes, tandis que la Vallée d'Aoste (Italie) assure la vice-présidence européenne.

Par ailleurs, la République démocratique du Congo s'est vu confier le poste de secrétaire général de l'organisation. L'UPF regroupe 80 associations nationales représentant plus de 4000 professionnels des médias répartis sur quatre continents.

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

PIA met en terre 1000 plants

Au Togo, la 49ème journée nationale de l'arbre a été observée sur toute l'étendue du territoire, le lundi 1er juin 2026. Sur le site de la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA), la tradition a été également respectée. L'opération de reboisement a été lancée par l'Administrateur général de l'Autorité de coordination de la PIA, le Lt-Colonel Idiola Sandah qui était entouré notamment du Responsable régional en charge des ports secs, Bertrand Kerguelen, du Marketing & Communication Senior Manager, Rodrigue Akué-Atsa et du Manager des Relations publiques et institutionnelles, Dominique Nyazozo.

Au total, 1000 plants ont été mis en terre le long de la route interne de la PIA, sur une importante distance. Afin d'assurer leur suivi, protection et survie, les plants ont porté des noms de certains responsables. Quand on sait que le Togo s'est fixé l'objectif ambitieux de planter

un milliard d'arbres d'ici 2030, PIA prend des dispositions pour accompagner ce projet. Il s'agit d'abord de soutenir les initiatives de reboisement tout en appuyant les activités de sensibilisation des populations et communautés locales sur la protection de l'environnement.



PIA encourage les entreprises à intégrer dans leur fonctionnement, des normes environnementales strictes à travers la traçabilité des matières premières, le calcul de l'empreinte carbone, l'approvisionnement durable

et la légalité des ressources exploitées. Des mesures qui, in fine, favorisent la gestion responsable des forêts et plantations.

En dehors du reboisement, PIA prend d'autres mesures pour assurer la protection

du couvert végétal et la réduction des gaz à effet de serre. Il s'agit de la mise en œuvre des mesures de suivi des industries dans la zone au regard de leurs engagements à respecter les standards internationaux, la promotion du développement du recyclage et la sensibilisation constantes des communautés locales.

Inaugurée le 6 juin 2021, PIA, aujourd'hui, c'est plus d'une douzaine d'entreprises en pleine activité et une dizaine en cours d'installation, avec pour objectif de répondre efficacement à la vision des autorités togolaises, celle de créer un maximum d'emplois pour la jeunesse.

NÉCROLOGIE

Décès d'Eugène Atigan

Ancien présentateur à la Télévision Togolaise (TVT), Eugène Atigan, est décédé ce mercredi 03 juin 2026. Selon des sources proches de la famille, il a succombé dans la matinée des suites d'un malaise.

La disparition du présentateur de Pyramide TV suscite une vive émotion dans le milieu des médias, quelques semaines après le décès de l'animateur vedette de Radio Fréquence 1, Patrice Lionel Fouda.

Figure bien connue du petit écran, Eugène Atigan a marqué plusieurs générations de téléspectateurs togolais.

Il a longtemps été l'un des visages importants de la TVT où il a animé des émissions à forte audience qui ont rythmé



la grille des programmes de la télévision nationale. Son professionnalisme et sa rigueur à l'antenne lui

ont permis de se forger une réputation dans le paysage audiovisuel togolais.

Il s'était illustré dans des émissions culturelles ou de divertissement. Eugène Atigan a animé pendant de nombreuses années, plusieurs émissions majeures de la télévision nationale, notamment TéléLoisirs, Couleurs des Vacances et Cabaret du Saint-Valentin.

FOOTBALL / JOURNÉES FIFA

Le Togo joue la Centrafrique ce vendredi

Les Éperviers semblent sur une dynamique d'espoir depuis le dernier regroupement tenu au Maroc. De retour au Royaume chérifien, Patrice Neveu et sa suite doivent à présent se soumettre à un test devant déterminer leur prochaine entame des éliminatoires de la CAN.

Le match amical entre le Togo et la Centrafrique, prévu le vendredi 5 juin au Stade El Bachir de Mohammédia, dépasse largement le simple cadre d'une rencontre de préparation. Pour les Éperviers, ce rendez-vous représente un premier indicateur du niveau réel de l'équipe à quelques mois du début des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations TotalEnergies 2027.

Selon foot.tg, depuis plusieurs jours, le groupe dirigé par Patrice Neveu travaille

intensément au Maroc afin de renforcer ses automatismes et retrouver une dynamique collective. Avec un effectif désormais presque au complet, le sélectionneur togolais dispose d'une occasion importante pour évaluer l'état de forme de ses cadres, mais aussi la capacité du groupe à répondre aux exigences du haut niveau.

Face aux Fauves du Bas-Oubangui, les Éperviers devront afficher davantage de maîtrise, d'intensité et d'efficacité, des éléments qui



ont parfois manqué lors des précédentes sorties. Cette confrontation permettra notamment d'observer le comportement défensif de l'équipe, la fluidité de l'animation offensive ainsi que la complémentarité entre les différentes lignes.

Le retour de Kodjo Fo-Doh Laba constitue également l'un des principaux enjeux de cette rencontre. L'attaquant togolais, attendu par les supporters, veut apporter son expérience et son efficacité dans les derniers mètres. Aux côtés de joueurs comme

Kevin Denkey ou Dakonam Djene, il devra aider le Togo à franchir un cap dans le jeu et dans les résultats.

Même s'il s'agit d'un match amical, cette rencontre pourrait déjà donner des indications précieuses sur les ambitions réelles des Éperviers. Dans un contexte où chaque détail compte, le Togo devra montrer qu'il possède les ressources techniques, mentales et collectives nécessaires pour aborder sereinement les échéances officielles à venir.

UMOA-TITRES

Le Togo lève 27,5 milliards FCFA sur le marché financier régional

Le Togo a mobilisé, le vendredi 29 mai 2026, un montant de 27,5 milliards FCFA sur le marché financier régional de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA). Cette levée de fonds est intervenue à l'issue d'une émission simultanée de Bons assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations assimilables du Trésor (OAT), coordonnée par UMOA-Titres, avec un objectif initial de 25 milliards FCFA.

Selon les résultats officiels, l'opération a enregistré des soumissions globales de 93,4 milliards FCFA, correspondant à un taux de couverture de 373,72 %.

Le Trésor public togolais n'a toutefois retenu que 27,5 milliards FCFA, exclusivement à travers les

OAT.

Dans le détail, 11,72 milliards FCFA ont été mobilisés sur les obligations de maturité 3 ans, assorties d'un taux d'intérêt fixe de 6,15 %. Les OAT stipulées sur la maturité 5 ans ont, quant à elles, permis de lever 15,78 milliards FCFA. Elles seront rémunérées au



taux annuel de 6,35 %.

Avec cette nouvelle opération sur le marché financier régional, le Togo porte à 143 milliards FCFA le volume total des ressources mobilisées depuis le début de l'année

2026. Ce montant représente environ 31 % de l'objectif annuel de financement fixé à 463,5 milliards FCFA, destiné à soutenir le budget de l'État, équilibré à 2 751 milliards FCFA.



Récépissé No 0546/31/05/16/
HAAC

Djidjole - Batomé, von après
Maison Suzanne AHO, en face
de l'église EAC-TOGO
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02
www.lanouvelletribune.net

Directeur de la Publication
Elom K. ATTISSOGBE
Tél : (+228) 91 90 48 04 /
98 01 82 02

Rédacteur en chef
Nicolas EDORH

Rédaction
Elom ATTISSOGBE
Nicolas EDORH
Béatrice AGBODJINO

Infographie
La Nouvelle Tribune

Impression
SDR

Tirage
2.500 exemplaires



World LPG Day 2026 : Zener mobilise son réseau pour promouvoir une énergie plus propre au Togo

Lomé, Togo – 7 juin 2026 – À l’occasion du World LPG Day, Zener, société togolaise d’énergies, célèbre cette journée mondiale à travers une série d’actions déployées sur l’ensemble de son réseau afin de sensibiliser les populations aux avantages du GPL et promouvoir une énergie plus propre, plus accessible et plus sûre.

Une énergie au cœur des enjeux de développement

Le World LPG Day est aujourd’hui un rendez-vous mondial qui met en lumière le rôle stratégique du GPL dans les enjeux de santé publique, d’environnement et d’accès à l’énergie.

En Afrique, où de nombreux ménages utilisent encore le charbon ou le bois de chauffe, le GPL s’impose comme une solution énergétique propre, accessible et adaptée aux réalités du quotidien. En réduisant les fumées domestiques et les émissions liées à la cuisson traditionnelle, il contribue à améliorer la santé, le confort et les conditions de vie des familles.

En mai 2024, le premier sommet mondial sur la cuisson propre en Afrique, organisé à Paris sous l’égide de la Banque Africaine de Développement, a confirmé le rôle central du GPL dans la transition énergétique du continent. Cette énergie contribue directement à plusieurs Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, notamment la santé et le bien-être, l’égalité des genres, l’accès à une énergie propre et abordable, ainsi que la lutte contre le changement climatique.

Ce que Zener déploie ce 7 juin

Pour marquer cette journée, Zener mobilise l’ensemble de son réseau autour de plusieurs actions de proximité et de sensibilisation.

Sur le terrain, les Oasis Zener sont habillées aux couleurs du LPG Day et des supports de sensibilisation sont distribués aux clients afin de promouvoir les bonnes pratiques de sécurité et les avantages du gaz butane.

Dans plusieurs quartiers de Lomé, des ateliers pratiques animés par les équipes techniques de Zener permettront aux populations d’apprendre les gestes essentiels liés à l’utilisation sécurisée du GPL : vérification des équipements, prévention des fuites, stockage adéquat et réflexes de sécurité au quotidien.

Les collaborateurs du groupe sont également mobilisés autour d’initiatives internes de cohésion et de sensibilisation, afin de valoriser leur contribution à la distribution d’une énergie utile au quotidien des ménages et des professionnels togolais.

Zener développe également des initiatives de sensibilisation et d’accompagnement auprès des femmes utilisant le GPL dans leurs activités de restauration et de commerce de proximité, afin de promouvoir une cuisson plus propre, plus sûre et plus accessible.

Un engagement inscrit dans la durée

Depuis plusieurs années, Zener investit dans le développement des infrastructures GPL sur l’ensemble de la chaîne de valeur, de l’approvisionnement à la distribution finale, afin de garantir un accès sécurisé et abordable aux ménages, aux professionnels et aux industriels.

À travers son réseau de distribution, ses actions de proximité et ses initiatives de sensibilisation, Zener poursuit une ambition claire : contribuer activement à une transition énergétique adaptée aux réalités togolaises et africaines. Le World LPG Day 2026 représente ainsi bien plus qu’une célébration symbolique. Il reflète un engagement concret en faveur d’une énergie qui améliore le quotidien des populations.

Derrière chaque bouteille de gaz, il y a une famille, une activité, un quotidien. Le LPG Day est pour Zener, l’occasion de réaffirmer ce que nous faisons chaque jour – mettre une énergie propre, sûre et accessible entre les mains des familles et des professionnels togolais. C’est notre contribution concrète à un Togo qui avance.

À propos de Zener

Zener est une société togolaise d’énergies présente sur les segments du carburant, du gaz butane et des lubrifiants. À travers son réseau de stations-service et de revendeurs agréés, le groupe œuvre à rendre l’énergie plus accessible, plus sûre et plus proche des besoins des populations et des entreprises.

Contact presse
info@zener.tg • Tel : 90225456 • [zener.tg](https://www.zener.tg)
#LPGday #ZenerEnergie

